

## MONDE

**Le « Nargis » meurtrier.** Le passage du cyclone Nargis sur la Birmanie pourrait avoir fait plus de 100.000 morts selon la chargée d'affaires américaine en Birmanie, Shari VILLAROSA, qui se base sur des informations des ONG opérant en Birmanie. La télévision d'Etat faisait état jeudi de 22.980 morts et 42.119 disparus. Des millions de Birmans attendent impatiemment l'aide internationale. Les militaires birmans, ont accepté le principe d'une aide internationale, mais les étrangers doivent négocier avec les autorités birmanes pour pénétrer sur leur sol. La situation est d'autant plus urgente que des experts sanitaires craignent de graves épidémies.

**ONU. La proposition française** d'utiliser une clause sur la "responsabilité de protéger" les populations civiles pour faire adopter par l'ONU une résolution autorisant le passage de l'aide en Birmanie a été refusée « pour des raisons "politiques et de procédure" », a indiqué Jean-Maurice RIPERT l'ambassadeur de France à l'ONU. Huit des quinze pays membres - la Chine, la Russie, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Vietnam, le Costa Rica, la Libye et le Panama - se sont prononcés contre. La suggestion française avait l'appui des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. La France interpellera de nouveau le Conseil sur le sujet, et portera son cas devant l'Assemblée générale ou le Conseil social si nécessaire.

**La guerre dans les rues de Beyrouth.** Une grève anti-gouvernementale déclenchée par le mouvement chiite d'opposition s'est transformée en de sérieux affrontements. De nouvelles lignes de démarcation faites de pneus brûlés et de rues bloquées sont réapparues et l'aéroport international de Beyrouth a été fermé. Les violents affrontements à l'arme automatique et à la roquette ont éclaté dans plusieurs quartiers mixtes sunnites-chiites de l'ouest de Beyrouth entre partisans de la majorité et de l'opposition. Ils ont fait au moins sept morts et plusieurs dizaines de blessés.

**Les réactions :** Inquiet de la situation, le Conseil de sécurité de l'ONU a lancé un appel à l'arrêt de la violence et pour l'élection d'un Président libanais. Bernard Kouchner estime la situation "préoccupante". La France appelle à l'apaisement, à une résolution pacifique de la crise, un retour rapide au calme et la réouverture des accès à l'aéroport. A noter qu'une délégation du sénat français, conduite par le Président de la Commission des affaires étrangères et de la défense Josselin de ROHAN, en mission au Liban a été retenue à Beyrouth en raison du blocus de l'aéroport.

**Dmitri MEDVEDEV Président de Russie.** Il a prêté serment devant 2.000 invités de marque, responsables politiques, dignitaires religieux, ambassadeurs, généraux et hommes d'affaires. Moins de deux heures plus tard le nouveau Président a nommé son prédécesseur et mentor, Vladimir POUTINE, à la tête du gouvernement. MEDVEDEV, ancien juriste et fidèle du président sortant depuis les années 1990, avait été élu le 2 mars avec 72% des voix. Il devient à 42 ans l'un des plus jeunes chefs d'Etat de la planète. POUTINE conserve dans la structure quasi dyarchique et inédite du nouveau pouvoir une influence politique majeure en cumulant les fonctions de Premier ministre et de président du parti Russie unie, largement majoritaire au Parlement.

**Barack OBAMA vers l'investiture démocrate** après sa victoire sans appel, en Caroline du Nord, avec 14 points d'avance sur sa rivale. Prochaines consultations en Virginie occidentale la semaine prochaine, puis dans l'Oregon et le Kentucky le 20 mai. Mais il sera, semble-t-il, très difficile pour la sénatrice de New York Hillary CLINTON, qui a évité le pire en s'imposant de justesse dans l'Indiana, d'inverser la tendance. OBAMA a accru son avance de neuf délégués au total à l'issue des deux consultations et il compte aujourd'hui 1.876 délégués contre 1.729 à CLINTON. Il en faut 2.025 pour être le candidat du parti face au sénateur de l'Arizona le 4 novembre.

**Journée du souvenir en Israël et célébrations du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la création du pays.** Deux minutes de silence à l'occasion du Jour du souvenir, dédié à la mémoire de ses soldats morts au combat ou dans des attentats. Pendant que les sirènes retentissaient, les piétons se sont immobilisés, la circulation s'est arrêtée et les programmes de la radio et de la télévision ont été interrompus. Après la gravité du jour du souvenir, la joie du début des célébrations du 60e anniversaire de la fête de l'Indépendance ; pique-niques, barbecues, parades aériennes et maritimes, pièces de théâtre, concerts. Selon la presse le pays serait toutefois à la veille d'une crise politique : Ehud OLMERT ferait l'objet d'une enquête de police sur une nouvelle affaire de corruption qui pourrait le concerner.

## EUROPE

**Un gouvernement BERLUSCONI de 12 ministres** et de 9 sans portefeuille (sans budget indépendant). Le gouvernement sortant de Romano PRODI avait battu tous les records avec 103 membres au total. Le nouveau gouvernement a été nommé immédiatement après une rencontre avec le chef de l'Etat Giorgio NAPOLITANO. Le commissaire européen à la Justice Franco FRATTINI devient ministre des Affaires étrangères et Giulio TREMONTI va au ministère de l'Economie. Umberto BOSSI, le chef de la Ligue du Nord est ministre des Réformes. Priorités de BERLUSCONI : la crise à Alitalia et celle des ordures ménagères de Naples où se tiendra le premier conseil des ministres.

**Dublin : Le « Taoiseach » jette l'éponge.** Le Premier ministre irlandais Bertie AHERN, l'un des plus anciens dirigeants européens, a remis officiellement sa démission à la présidente irlandaise Mary MACALEESE. Il sera remplacé par le ministre des Finances et vice-Premier ministre, Brian COWEN, 48 ans, officiellement élu par le Dail. Premier travail de ce « bagarreur de la politique » : assurer la victoire du "oui" au référendum sur le traité de Lisbonne. L'Irlande sera le seul des 27 pays européens à organiser un référendum. Le vote aura vraisemblablement lieu le 12 juin.

**Grande-Bretagne. Les travaillistes en déroute** aux élections locales. La pire défaite électorale depuis 40. Ils se retrouvent à la troisième place avec 24 % des voix derrière les conservateurs 44% et les Libéraux-démocrates 25%. Perte la plus spectaculaire pour le parti travailliste britannique : la mairie de Londres, détenue jusqu'alors par Ken LIVINGSTONE, au profit du conservateur Boris JOHNSON.

**Un geste pour Belgrade. Visas gratuits pour les serbes** ; Dix-sept pays de l'Union européenne, dont la France, ont décidé de rendre gratuit l'octroi de visas aux demandeurs serbes remplissant les conditions d'usage ; soit 80% des citoyens. Cette décision devrait renforcer le camp pro-européen avant les élections législatives du 11 mai en Serbie. Le soutien des Occidentaux à la sécession du Kosovo, a provoqué un vif mécontentement en Serbie et les sondages prédisent des résultats serrés aux législatives. L'UE a aussi signé avec la Serbie un Accord de Stabilisation et d'Association (ASA), première étape vers une éventuelle adhésion à l'UE.

## AFRIQUE – AMERIQUE – ASIE – OCEANIE

**Chine-Japon ; Coopération et amitié.** C'est ce qu'a prôné le président chinois, HU Jintao, en visite d'Etat à Tokyo. "Les relations entre les deux pays ont maintenant de nouvelles occasions de se développer", a dit Hu à son arrivée à Tokyo. La Chine est le premier partenaire commercial du Japon avec des échanges bilatéraux d'une valeur de 236,6 milliards de dollars, en hausse de 12% par rapport à 2006. Quelque 7.000 policiers avaient été déployés et on ne signale aucune échauffourée..

**L'agitation institutionnelle continue en Polynésie française.** La majorité qui a permis à Gaston TONG SANG de retrouver la présidence de cette collectivité le 15 avril a cette fois l'intention de renverser Oscar TEMARU de la présidence de l'assemblée locale, estimant qu'une vacance à la tête de cette institution est constatée. Oscar TEMARU et Gaston FLOSSE, argumentent sur l'instabilité. Le 15 avril dernier, Gaston TONG SANG avait renversé Gaston FLOSSE grâce au ralliement de deux élus de l'assemblée à sa coalition, devenant le 7e président de la Polynésie française.

## POLITIQUE INTERIEURE

**Nicolas SARKOZY devant les députés UMP reçus pour son premier anniversaire à l'Elysée.** « Soutenir les réformes et être "plus pugnaces" face à l'opposition ». 262 députés de l'UMP, sur quelque 320, étaient présents. Résumé d'un des participants: "Le message était très clair: je ferai la réforme, toute la réforme, tout de suite et en même temps. Pas question de changer de stratégie. J'ai besoin de votre plein soutien et de votre pugnacité face au PS ». Fin de citation. Nicolas SARKOZY a, selon d'autres participants, critiqué son prédécesseur mais surtout la Presse en disant que « dans un pays où il n'y a plus d'opposition, la presse s'attribue la fonction d'opposition ».

**FILLON soutient SARKO.** Devant quelque 2.000 adhérents, dirigeants de l'UMP et de membres de son gouvernement réunis salle Gaveau, le Premier ministre a vanté les mérites d'un président qui "au fond de lui-même, reste un militant" et "un rebelle qui refuse d'être étouffé par les turpitudes du pouvoir". "Il faut être solide pour résister comme il l'a fait au déferlement d'adversité et de critiques qui a accompagné la première année de son mandat", a déclaré François FILLON. "L'opposition s'agite mais les réformes passent, les attaques pleuvent mais le président avance".

**Réforme des institutions. Trois jours pour rien.** Les rencontres et « tractations » entre UMP et PS n'ont pour l'instant pas avancé. Les discussions semblent au point mort et les élus socialistes ont renvoyé la majorité à ses propres divisions.

**Le PS déposera 49 amendements** lors de l'examen du projet de loi constitutionnelle, à partir du 20 mai. Devant la commission des Lois de l'Assemblée nationale Jean-Marc AYRAULT devait déclarer à la majorité : "Nous avons fait le premier pas, nous attendons le vôtre". Les socialistes ont donc lancé un "appel" à la majorité et au gouvernement pour conclure un "pacte républicain" sur la réforme. Mais, a prévenu François HOLLANDE, "si c'est une réforme de circonstance, une réforme de procédure législative, nous n'en serons pas". Pour lui : "Pas question d'augmenter les pouvoirs du président, ni en le laissant s'exprimer à sa guise devant le Parlement, ni en matière de défense"

**Du côté de l'UMP** Jean-François COPE qui estimait le projet "pas adoptable en l'état" et voulait que le groupe UMP fasse des "contributions majeures", semble plus en retrait et accepterait des compromis comme suggéré par le Président de l'Assemblée Bernard ACCOYER : venue du président limitée à une fois par an, devant le Congrès, contrôle par le Parlement de l'évaluation des politiques publiques et des nominations,

**Quant au Président de la république**, il a tenté lui-même de déminer l'opposition de sa majorité. Nicolas SARKOZY, serait disposé à revoir la suppression du référendum automatique pour les nouvelles adhésions à l'UE. Tout en maintenant sa position sur le principe de pouvoir venir prendre la parole devant le Parlement.

**A noter que** : pour l'instant on n'a pas évoqué la modification concernant la représentation des Français de l'étranger à l'Assemblée nationale (art. 9 modifiant l'art. 24 de la constitution.)

**Les nouveaux statuts du PS adoptés à l'unanimité par le Bureau.** « A la virgule près ». Nouveautés : Présidentielle ; "au plus tard dans les trois mois qui suivent" le congrès pré-présidentiel, "les adhérents procèdent à la désignation du (de la) candidat(e)". L'épineuse question d'éventuelles primaires pour faire émerger un candidat unique de la gauche dès le premier tour a été reportée au Congrès de novembre... Le nouveau texte institue un "Conseil des territoires", regroupant notamment les présidents des Conseils régionaux et généraux. Le parti continuera de fonctionner à la proportionnelle: le seuil à atteindre pour siéger dans les instances nationales reste inchangé à 5%. Le souhait de Ségolène ROYAL et ses partisans d'un scrutin plus majoritaire, a été abandonné.

**BESANCENOT espionné ?** Selon L'Express, le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire Olivier BESANCENOT aurait été "espionné" par une officine de renseignement privée. Il a porté plainte contre X pour "atteinte à la vie privée, atteinte aux droits des personnes pouvant résulter des fichiers et traitements informatiques et violation du secret professionnel". Toujours selon l'Express, "l'affaire trouverait son origine dans le contentieux opposant Olivier BESANCENOT à la société SMP Technologies, distributeur exclusif en France du pistolet à impulsion électrique Taser". SMP a attaqué en justice, pour diffamation, le porte-parole de la LCR qui avait affirmé que le Taser avait causé 150 morts aux Etats-Unis. Le parquet a décidé d'ouvrir une enquête préliminaire

**Sondages** - Mensuel de l'Ifop pour Paris-Match. Nicolas SARKOZY perd un point avec 42% de satisfaits. 58% des Français déclarent ne pas approuver l'action du chef de l'Etat. François FILLON, est en baisse de quatre points, avec 58% de satisfaits, contre 62% le mois dernier.

**Noël MAMERE au barreau.** L'ancien journaliste et actuel député-maire de Bègles est avocat. Il a prêté serment devant le barreau de Paris. Il avait initialement fait des études de droit à Bordeaux mais s'était orienté vers le journalisme. "Aujourd'hui avocat », dit-il « je défendrai des sans-papiers, je défendrai des étrangers, je défendrai des causes liées à l'environnement, aux libertés ».

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Une grande première et la fin d'un tabou : un débat sur les langues régionales.** Pour la première fois en séance publique, Bretons, Alsaciens, Catalans, Corses, Occitans, Béarnais: une vingtaine d'élus, ont revendiqué la reconnaissance de leur identité régionale, déplorant, parfois avec passion, le déclin "des langues de France". La France, possède 75 langues régionales. Les députés ont réclamé "du concret sur l'éducation, les médias, Internet, la signalétique" et "une belle et grande loi" ainsi que la ratification par la France de la Charte européenne sur les langues régionales dont s'est doté le Conseil de l'Europe en 1992. La France l'a signée en mai 1999, mais jamais ratifiée. La ministre de la Culture, Christine ALBANEL a confirmé que la France ne ratifierait pas la Charte européenne, "contraire à nos principes". La ministre s'est cependant engagée à proposer un texte de loi, réclamé par de nombreux députés.

## Sénat

**"Modernisation du marché du travail"**, la loi a été adoptée au Sénat. Selon Xavier BERTRAND, ministre du Travail, elle va permettre de mettre en place sur le modèle danois une "flexicurité à la française". Le texte transpose dans la loi les changements au Code du travail négociés par les partenaires sociaux, qui ont abouti à la signature d'un accord le 11 janvier 2008 entre le patronat et tous les syndicats, à l'exception de la CGT. Le PCF a voté contre le texte proposé, le PS s'est abstenu, mais a attaqué la "rupture conventionnelle", qui permet de rompre un contrat de travail "d'un commun accord" entre l'employeur et le salarié, et le "contrat à durée déterminée à objet défini", réservé aux cadres et ingénieurs, pour la réalisation d'une mission de 18 à 36 mois.

### CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.** La France avait présidé le groupe de travail créé au sein de la Commission des droits de l'homme pour élaborer une convention internationale sur ce sujet. Le texte rédigé par ce groupe de travail a été adopté le 20 décembre 2006 par l'Assemblée générale des Nations unies.

**Décret autorisant la création de l'Agence France Nucléaire International** au sein du Commissariat à l'énergie atomique. L'agence apportera l'expertise française aux États étrangers qui souhaitent préparer leur environnement institutionnel, humain et technique à la mise en place d'une filière nucléaire civile. Elle est placée sous l'autorité d'un directeur nommé par les ministres chargés de l'énergie et des affaires étrangères

### FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Changement à la tête de l'AEFE.** L'AEFE a une nouvelle directrice. Il s'agit d'Anne-Marie DESCOTES qui succédera à Maryse BOSSIERE, qui je vous le rappelle a été nommée ambassadeur au Chili. Elle sera donc remplacée par Anne-marie DESCOTES. Diplomate, 2<sup>ème</sup> conseiller à l'ambassade à Washington de 2005 à 2008, elle était auparavant 1<sup>er</sup> secrétaire à la Représentation permanente à Bruxelles de 2001 à 2005. Elle est aussi diplômée de l' Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses et agrégée d'allemand. Anne-Marie DESCOTES a également fait l'ENA. Elle deviendra donc Directrice de l'Agence pour l'Enseignement français à l'étranger. Mais dès lundi 5 mai elle assistait au Conseil d'Administration de l'AEFE qui était le dernier de Maryse BOSSIERE.

**Nouveaux Passeports.** Le Décret n° 2008-426 du 30 avril 2008 (publié au J.O de dimanche dernier) modifie le décret n° 2005-1726 du 30 décembre 2005 relatif aux passeports qui lançait les passeports électroniques, en ajoutant l'obligation d'y faire figurer "*l'image numérisée des empreintes digitales de deux doigts*". Ce nouveau décret prévoit entre autres que "*lors du dépôt de la demande de passeport, il est procédé au recueil de l'image numérisée du visage et des empreintes digitales de huit doigts du demandeur. Les empreintes digitales des enfants de moins de six ans ne sont pas recueillies*". La mise en circulation du nouveau passeport est prévue progressivement d'ici juin 2009.

### ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Les prix du pétrole affolent. Bientôt les 200 dollars ?** Le brut a été coté cette semaine 124 dollars le baril à New York et 123 dollars à Londres. Les réserves de brut américaines ont pourtant augmenté de 5,7 millions de barils la semaine dernière, mais les craintes demeurent sur les approvisionnements en raison des problèmes au Nigeria, et de la demande qui reste très forte en provenance de l'Inde et la Chine. Les incertitudes attirent les fonds spéculatifs sur les marchés pétroliers, le pétrole étant devenu un investissement en soi. De nouveaux signes indiquent que la demande énergétique ne devrait donc pas baisser aux Etats-Unis, premier consommateur mondial. Les experts tablent sur un baril à plus de 150 dollars pour fin 2008 et 200 dollars en 2009...

**Un Français pilotera Airbus filiale.** Fabrice BREGIER, président d'Airbus France, l' a annoncé : ce sera un Français qui pilotera la future filiale regroupant les sites de Méaulte (Somme) et de Saint-Nazaire Ville. Une structure 100% EADS devra être créée "entre l'été et la fin de l'année" et sera pilotée directement par Airbus, au même titre que la filiale allemande qui réunit les sites de Varel, Nordenham et Augsburg. Les syndicats ont fait part de leur satisfaction. « D'un commun accord, nous avons mis un terme aux négociations avec Latécoère et décidé d'arrêter de filialiser à 100% » devait déclarer Fabrice BRECHIER.

**La BCE aura un nouveau siège mais restera à Francfort.** Jean-Claude TRICHET a présenté le permis de construire des nouveaux locaux de la Banque Centrale Européenne. Il s'agira de deux tours jumelles de 180 mètres de haut, dans la partie est de Francfort sur le site de l'ancien marché de gros. Avec les bâtiments annexes et un site paysager le montant total de l'investissement sera de 850 millions d'euros. Le concept a été réalisé par un bureau d'architecte autrichien.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Un 15 mai de grève.** Les principaux syndicats de l'ensemble de la Fonction publique et particulièrement l'Education nationale, manifesteront contre les suppressions de postes et le manque de moyens. Les syndicats de l'Enseignement supérieur et de la Recherche appellent à se joindre à la grève et aux manifestations prévues le 15 mai pour protester contre les mesures annoncées dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).

**Le lundi de Pentecôte de nouveau férié.** La journée de solidarité instituée après la canicule de 2003, selon le principe d'une journée travaillée et non rémunérée est maintenue. Mais la journée de solidarité est désormais organisée à la carte. Depuis sa mise en place cacophonique en 2005, le lundi de Pentecôte travaillé avait souffert d'un certain désordre. En 2007, plus d'un salarié sur deux n'est pas allé travailler ce lundi-là. La contribution versée par les employeurs (0,3% de la masse salariale) a rapporté l'an dernier 2,22 milliards d'euros, selon la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

**Le marché des cigarettes part en fumée.** - 10% en volume au mois de mars et - 4,8% en valeur, par rapport à mars 2007. Selon les professionnels du secteur, l'origine de l'effondrement de la consommation est directement liée à l'interdiction de fumer dans les lieux publics. En mars, les ventes de tabac avaient déjà dévissé de 10% sur un an et de 5% sur le premier trimestre par rapport à 2007. Pour faire face à ces baisses, les buralistes, farouches opposants de cette interdiction, tentent de se diversifier, mais plus de la moitié de leur chiffre d'affaires est encore lié à la vente de tabac.

**7,5 tonnes de cannabis dans un poids lourd.** Il a été saisi sur l'autoroute A9 au péage de Saint-Jean-de-Védas dans l'Hérault. Le camion provenait d'Espagne. Le haschich pourrait venir lui du Maroc, selon la direction régionale des Douanes à Montpellier. Les deux routiers allemands ont été placés en garde à vue. C'est la plus importante saisie de cannabis cette année en France.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Réforme de France Télévisions.** Le président de la commission sur la nouvelle télévision publique Jean-François COPE précise : "Nous ne toucherons pas aux chaînes existantes et il n'y aura pas de privatisations ». La commission réfléchit à "la garantie d'un financement pérenne et dynamique du service public". Il souhaite réorganiser France Télévisions avec un pôle horizontal, avec les contenus et une répartition des unités éditoriales (information, sport, fictions, savoir et connaissance, jeunesse, divertissement, culture cinéma)". Et un vertical, "prenant en compte les cinq chaînes existantes avec une identité à clarifier et à renforcer et le portail Internet unique".

**CouleurFrance. Point d'argent point de micro.** Celle qui se voulait « la radio des Français de l'étranger sur Internet », a été contrainte de s'arrêter. Les mauvais résultats financiers, dus à un manque de rentrées publicitaires, l'ont obligé à déposer son bilan.

## CARNET

### Nominations

**Geneviève IANCU**, devrait être nommée ambassadeur au Botswana.

**Romain NADAL** nommé sous-directeur de la presse à la Direction de la communication.

**Jean-Luc FAURE-TOURNAIRE** nommé consul général de France à Zurich.

**Nouvelles promotions au Quai d'Orsay.** Sont promus au grade de ministre plénipotentiaire hors classe à compter du 1er février 2008 : **Pierre VIMONT**, **Philippe ZELLER**, **Jean-Paul VEZIAN**, **Jean-Luc SIBIUDE** et **Alain LE GOURRIEREC**.

**Michel PROM**, est nommé membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut de recherche pour le développement. Il remplace à ce poste **Jean-Christophe DEBERRE**.

**Francine MARIANI-DUCRAY**, est nommée conseiller d'État en service ordinaire (tour extérieur).

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)